



Au boulot !

Gabriel Attal dégage la semaine de 4 jours dans la fonction publique : attention à la confusion !

Lors de son discours de politique générale, le Premier ministre Gabriel Attal a annoncé la généralisation du recours à la semaine « en » 4 jours dans la fonction publique. Une version dévoyée de la semaine « de » quatre jours, qui pourrait avoir des effets délétères.

Fonctionnaires, ne vous méprenez pas, vous ne travaillerez pas moins ! Car si le nouveau Premier ministre, Gabriel Attal, a demandé à ses ministres lors de son discours de politique générale, d'expérimenter la semaine de travail *en* 4 jours dans leurs administrations, pas question de rogner sur le nombre d'heures travaillées. Un objectif : attirer de nouveaux venus, alors que la fonction publique souffre d'un déficit d'attractivité croissant. Mais les observateurs s'interrogent sur le bien-fondé d'une mesure qui pourrait avoir de nombreux effets indésirables.

Si les modalités concrètes du dispositif n'ont pas encore été détaillées, il s'agira bien d'effectuer 35 heures en quatre jours, et non 32 heures. Pas touche au nombre d'heures travaillées donc, il s'agit là d'une simple modification de leurs plages horaires. Concrètement, au lieu de travailler du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures, les agents auront la possibilité de ne travailler que du lundi au jeudi mais cette fois-ci de 8 heures à 18 heures (ou bien le lundi, mardi, jeudi et vendredi, avec un jour de pause le mercredi).

« Le rapport au travail a changé, je mesure dans ma génération comme dans les autres les changements de mentalités, les nouvelles attentes sur les horaires sur la disponibilité, sur l'équilibre entre vie professionnelle et familiale », a assuré le Premier ministre au Palais du Luxembourg majoritairement à droite, avant de tenter de rassurer les sénateurs : « Personne ne demande un droit à la paresse dans notre pays. Mais ces aspirations doivent être regardées pour ce qu'elles sont. On ne peut pas appliquer les mêmes calques génération après génération ».

« *C'est moins de temps passé dans les transports, moins de stress, et plus de bien-être au travail* », précise le cabinet de Gabriel Attal. En témoignent les expérimentations déjà menées à l'étranger, ou dans le secteur privé français. Autre argument avancé par Matignon : selon une concertation en ligne réalisée à l'été 2023 auprès des agents de la fonction publique, trois quarts se disaient « *intéressés par une réorganisation de leur temps de travail* ». Et « *pour certains agents aujourd'hui à temps partiel, c'est une possibilité offerte de rester quatre jours tout en passant à temps complet, et donc d'améliorer leur rémunération* », poursuit-on à Matignon.

Flop anticipé?

Mais cette nouvelle formule d'organisation du temps de travail ne sort pas tout à fait du chapeau du Premier ministre. Lors de son passage au ministère de l'Économie en tant que délégué aux Comptes publics, le jeune macroniste avait lancé une expérimentation de la semaine en 4 jours au sein de l'Urssaf de Picardie, arguant – en pleine mobilisation sociale contre la réforme des retraites – que « *les Français aspiraient à travailler différemment* ». La proposition s'était soldée par un véritable flop : seuls 3 agents sur 200 avaient accepté la nouvelle formule qui rallongeait mécaniquement les journées travaillées d'une heure et demie par jour.

Les causes de cet insuccès avaient alors été identifiées par la direction de l'agence qui collecte et gère les ressources des organismes de protection sociale en Picardie. Avec 72 % d'employés femmes, les salariées de l'URSSAF redoutaient la charge supplémentaire d'une telle mesure sur la parentalité, et les difficultés de s'organiser pour aller chercher leurs enfants à l'école les journées travaillées. Ce qui explique d'ailleurs que les trois personnes ayant opté pour la semaine en quatre jours étaient des femmes sans enfants. Une mesure qui entre un peu en contradiction avec le réarmement démographique voulu par le chef de l'État.

« *Car la semaine en 4 jours n'est pas la semaine de 4 jours, et la plupart des gens ne veulent pas de longue journée !* », explique Pierre Larrouturou, député européen apparenté au Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates, et défenseur historique de la semaine de 32 heures. « *Pour que cette mesure soit efficace, il faut réduire le nombre d'heures travaillées, Gabriel Attal sait qu'il y a un problème d'organisation du travail, mais il ne va pas au bout du problème* », poursuit celui qui a contribué à l'élaboration de la loi Robien sur l'aménagement du temps de travail en 1996.

Tromperie sur la marchandise

Bien loin donc, l'idée chère aux socialistes, de « *partage du temps de travail* » entre salariés aux 32 heures, qui impliquerait l'embauche de nouveaux collaborateurs pour combler les heures non travaillées. « *La semaine de 32 heures a de vrais effets bénéfiques, parmi lesquelles augmenter la productivité et le bien-être, ce qui explique que de grandes entreprises ont déjà opté par cette formule, comme Danone, la Macif ou Fleury Michon* », poursuit le député européen qui estime, d'après ses calculs, qu'elle permettrait de créer jusqu'à 10 % d'emploi en CDI, si les entreprises étaient exonérées de leurs cotisations chômage.

En ce qui concerne la semaine de travail en quatre jours voulu par Gabriel Attal, elle serait davantage « *une mesure à destination des emplois non "télétravaillables", soit les cols-bleus* »,

explique Éric Heyer, chef économiste de l'OFCE. « À condition qu'elle soit volontaire, au risque de générer des effets inverses ! », prévient l'économiste. Car « plusieurs études démontrent que travailler 35 heures en un temps réduit peut impacter négativement la productivité. Plus la journée est longue, plus la productivité baisse, et on ne travaille pas aussi efficacement la 8^e heure, que la 7^e heure, que la 6^e », détaille l'économiste, qui conclut que « cela dépend surtout du ressenti de chacun, de son mode de vie et de ses préférences ».

SOS fonction publique

Derrière cette annonce alléchante, l'enjeu est avant tout d'attirer des candidats potentiels, alors que la fonction publique souffre d'un manque d'attractivité croissant. Selon l'INSEE, en dix ans, les salaires du privé ont grimpé deux fois plus vite que ceux du public. Et tous les corps de métiers de la fonction publique nationale, territoriale et hospitalière sont touchés. Rien qu'en 2023, le ministère de la Fonction publique estimait à [58 000](#) le nombre de postes non pourvus dans l'Hexagone. Et la situation n'est pas près de s'arranger puisque les candidats aux concours de la fonction publique d'État ont chuté de 650 000 en 1997, à [228 000 en 2018](#).

Article Marianne



Par Lisa Guillemin